

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 11/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TITANOBEL**

dépôt  
11390 CUXAC CABARDES

Références : 2023-032  
Code AIOT : 0006600117

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2023 dans l'établissement TITANOBEL implanté La Plaine de Cazelle 11390 CUXAC CABARDES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objectif de cette visite est d'apprécier la situation du voisinage immédiat du site, la réalisation des opérations de désherbage et de débroussaillage.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TITANOBEL
- La Plaine de Cazelle 11390 CUXAC CABARDES
- Code AIOT : 0006600117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TITANOBEL exploite une unité de fabrication et de stockage d'explosif de type "nitrate-fioul" ainsi que du stockage de détonateurs.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Débroussaillage extérieur	AP Complémentaire du 21/02/2022, article 8.2.3	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visualisation extérieure du voisinage immédiat du site montre un entretien régulièrement réalisé. La situation relevée au jour de la visite répond à l'objectif de la prescription : désherbage, débroussaillage et absence de matières combustibles.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Débroussaillage extérieur

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2022, article 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débroussaillage extérieur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 8.2.3 Propreté de l'installation ... Par ailleurs, du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des locaux pyrotechniques (fabrication et stockages), sont débroussaillés régulièrement selon un rayon de 50 m, ainsi que ceux du stockage de nitrate d'ammonium, du stockage de palettes en bois et des zones de stockage des déchets sont désherbés et débroussaillés régulièrement selon un rayon de 10 m ; les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage sont de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique. Il est interdit de laisser des herbes sèches et d'emmagasiner des matières facilement inflammables, telles que du foin, des huiles, des graisses dans un rayon de 50 m autour des zones ci-dessus.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, il est constaté l'absence d'accumulation de matières combustibles à l'extérieur du site dans un voisinage d'environ 50 m.  L'aspect visuel de la zone des 50 m autour de l'enceinte du site répond à l'objectif de la prescription : désherbage et débroussaillage effectifs.  L'inspection relève la présence d'un stockage temporaire humide de fumier/paille en attente d'épandage dans le voisinage du dépôt, côté entrée.  L'exploitant doit s'assurer de la bonne élimination du tas de fumier dans des délais raisonnables afin qu'il ne sèche pas sur place et devienne une source potentielle de matières combustibles.  Ce point pourra être abordé à l'occasion d'une prochaine visite. En l'état, il s'agit d'une sensibilisation de l'exploitant qui ne justifie pas de suivi singulier de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet